

**Singapour - Relations bilatérales -  
Conférence «La France et  
Singapour, partenaires stratégiques  
dans un monde en mutation» -  
Propos de M. François Hollande,  
président de la République, à la  
séance de questions/réponses  
(Singapour, 27 mars 2017)**

Intervenant - Je remercie le président François Hollande pour cette présentation extrêmement large et ses paroles très directes et pour avoir ainsi exprimé son soutien à un ordre multilatéral ouvert. Et également pour avoir souligné l'importance de la cohésion nationale dans des sociétés diverses, le tout dans le respect des règles communes. Ce sont des défis auxquels nous sommes tous confrontés mais, vous en avez parlé avec beaucoup de lucidité, beaucoup d'ouvertures et vous avez rappelé ces règles en lesquelles nous croyons tous. Maintenant j'ouvre le débat, tout un chacun peut poser des questions. Je vous invite à vous présenter avant de poser vos questions.

Q - Monsieur le Président, j'ai été secrétaire d'État aux affaires européennes dans un précédent gouvernement, je travaille maintenant pour l'Institut pour les études en Asie du sud-est à Singapour. Permettez-moi de vous remercier à mon tour pour cette présentation extrêmement exhaustive.

Ma question porte sur les aspects économiques de la mondialisation : le président Trump aux États-Unis et puis également le Brexit, tout cela pose un certain nombre de doutes quant au modèle économique de la mondialisation que nous connaissons. C'est la première fois en 70 ans qu'il y a un véritable risque de protectionnisme, de nationalisme, un risque de retour au bilatéralisme qui remplacerait le multilatéralisme, alors que le multilatéralisme a été véritablement au coeur de la mondialisation de l'économie.

Ma question est la suivante, Monsieur le Président, avez-vous le sentiment que la France et l'Union européenne - l'Union européenne comme vous l'avez dit, première puissance économique au monde - pouvez-vous concevoir que l'Union européenne et la France aillent de l'avant pour préserver la mondialisation telle que nous la connaissons et pour prévenir un retour en arrière, un retour au protectionnisme dans la forme que nous avons pu connaître il y a 70 ans, en particulier dans les années 30 ? La France pourra-t-elle le faire en coopération avec les nations asiatiques et avec les pays de l'Asie du Sud-est en particulier ? Monsieur le Président, je vous remercie.

R - Merci pour votre question appuyée sur votre expérience. C'est dans l'adversité que l'on juge les personnalités et les institutions, l'Europe est devant des défis qu'elle n'avait sans doute pas imaginé, il y a encore quelques années. Le premier, c'est le Brexit, c'est-à-dire le départ d'un pays qui a été membre de l'Union européenne. Et pas l'importe quel pays puisqu'il s'agit

d'un des plus peuplés et des plus prospères. L'autre défi, c'est l'arrivée d'un président aux États-Unis qui développe des thèses qui sont celles du protectionnisme ou en tout cas d'une moindre confiance dans les échanges et dans le commerce, et qui, en plus, ne considère pas l'Union européenne comme véritablement un partenaire privilégié. Je n'en dis pas plus pour ne pas créer d'incident diplomatique qui aurait des conséquences pour Singapour. Pour la France, je peux encore les assumer.

Donc nous en sommes là. L'Europe est mise devant sa responsabilité : est-ce qu'elle est capable de vivre sans le Royaume-Uni ? La réponse est oui, dès lors que la négociation doit se faire sur des bases respectueuses du vote des Britanniques, mais en même temps claires pour que l'Europe puisse avancer. Cette négociation donc qui va durer deux ans va aboutir à un accord commercial entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Mais en même temps, on va obliger l'Europe à renforcer son intégration ou à aller ouvrir des coopérations entre les pays qui voudront aller plus vite, aller plus loin, ce qu'on appelle les coopérations différenciées.

Dans la déclaration qui a été produite à Rome pour le 60e anniversaire, cette perspective est ouverte avec une priorité qui n'était pas celle initiale de l'Union européenne qui est l'Europe de la défense. Au départ l'Europe s'était construite sur un marché, ensuite sur une monnaie, après sur des politiques communes, mais l'Europe n'avait pas véritablement pris la dimension de sa défense, considérant que c'était l'OTAN qui devait en assurer la responsabilité, en plus de l'effort de chaque pays. Aujourd'hui, compte tenu des menaces extérieures, compte tenu aussi de la lutte contre le terrorisme, l'Europe doit assurer non seulement la protection de ses frontières mais, également sa défense. Donc je pense que c'est un premier défi qui va permettre à l'Europe d'aller encore plus loin que son projet initial.

Ensuite sur le commerce, les États-Unis pourront décider d'un certain nombre de choses et cela aura des conséquences sur leur propre économie, comme sur le reste du monde mais, nous, Europe, nous sommes un continent qui n'a pas besoin d'être soumis à une quelconque dépendance. Cela a été rappelé, nous sommes la première puissance économique du monde, donc nous avons vocation à assurer des relations commerciales avec toutes les autres parties du monde, même si cela sera plus difficile, j'en conviens, dans les rayons du G20, même pour dire que le protectionnisme doit être écarté. Enfin, je vais vous donner mon expérience, il y a eu tellement de communiqués qui ne sont lus par personne, que ce qui compte, ce n'est pas ce qui est écrit, c'est ce que nous faisons. À partir de là, ce qui va être déterminant c'est la capacité qu'a l'Europe de signer les accords commerciaux et de donner toute sa place à l'échange. Nous verrons bien ceux qui veulent rester de côté, ceux qui veulent s'écarter des grands courants économiques en paieront le prix, mais à nous d'avoir la volonté et la capacité suffisante pour porter ces accords-là.

C'est vrai qu'il y a une part dans l'opinion publique, qui est tout à fait réticente à l'ouverture. Certains pour des raisons que je comprends parfaitement, qui sont de craindre que les échanges, la mondialisation soient défavorables à l'emploi et notamment l'emploi industriel. Donc nous devons les rassurer, nous devons faire en sorte que l'échange puisse être sur des bases justes, que l'industrialisation puisse se poursuivre. Cela, c'est une réponse que nous devons donner.

Il y en a d'autres qui en fait n'ont jamais admis l'ouverture, ni même l'Europe et qui veulent remettre en cause, au nom du nationalisme, ce qui a été fait après la Seconde guerre mondiale.

Quand on est sur cette démarche, ce n'est pas simplement par rapport aux marchandises, c'est par rapport aux personnes, c'est par rapport aux idées, c'est par rapport à une conception même de la démocratie. Cette bataille-là, nous devons la mener et nous devons la gagner.

Enfin je fais confiance à l'Asie pour qu'elle-même puisse être une interlocutrice, ce qui suppose là aussi d'intégrer des économies, et à ce moment-là, nous aurons des échanges qui seront de plus en plus équilibrés et qui seront de plus en plus bénéfiques pour nos deux continents. Je vais prendre un exemple : chaque fois qu'il y a une entreprise qui investit ici à Singapour, c'est bénéfique pour l'économie de Singapour, mais c'est bénéfique pour l'économie française parce que cela crée des emplois en France, parce que cela crée des innovations qui vont être partagées par la France et par Singapour, cela crée une émulation, nous avons une communauté de chercheurs qui se trouve plus stimulée. Donc, je pense que dans cette bataille, qui est une bataille éminemment politique, nous avons beaucoup d'arguments pour l'emporter. Et puis il y a aussi une leçon en démocratie, je dis bien en démocratie, c'est qu'à un moment les électeurs ont de nouveau la parole et donc il ne faut jamais jurer de rien et il faut toujours avoir confiance dans l'intelligence des citoyens. Même si à un moment, elle peut être contrariée, cela peut arriver, il arrive un moment après où elle est mise en évidence. Donc j'ai confiance.

Q - Merci Monsieur le Président de cette présentation. Je suis chercheur. Monsieur le Président, je vous serais extrêmement reconnaissant si vous pouviez partager votre point de vue sur les deux questions suivantes. Tout d'abord dans votre présentation, vous parlez des menaces en terme de sécurité, la cyber-criminalité, le terrorisme, ces menaces nouvelles, voyez-vous des perspectives de coopération supplémentaire entre Singapour et la France à l'avenir dans ces domaines ? Deuxièmement vous avez également fait référence à la sécurité maritime, et à la présence navale française ici l'année dernière dans le cadre du dialogue de Shangri-La, M. Le Drian a également évoqué cette question et il a même lancé un appel pour des patrouilles coordonnées, patrouilles européennes dans les eaux asiatiques, y compris dans la Mer de Chine méridionale. Monsieur le Président, êtes-vous favorable à cette idée et quel est selon vous le rôle à jouer par la France et l'Union européenne dans la sécurité maritime de la région ? Je vous remercie.

R - Oui, M. Le Drian ici présent a évoqué plusieurs fois la coordination entre les marines européennes pour assurer une présence aussi visible que possible dans les espaces maritimes en Asie. Il s'agit non pas de patrouilles coordonnées, mais de patrouilles qui successivement se trouvent en Mer de Chine. De la même manière nous avons voulu qu'il y ait l'affirmation ou la réaffirmation de ce principe de liberté de navigation et que nous puissions lutter contre la piraterie, contre le terrorisme, mais aussi intervenir lorsqu'il y a des catastrophes naturelles. D'où la nécessité de déployer des bâtiments et ce que nous avons fait encore récemment pour des missions de quatre mois.

Nous voulons aussi qu'il y ait avec Singapour des relations particulières en cette matière. Nous coordonnons, là aussi, nos efforts pour que nous puissions être présents, et que nous donnions toutes les informations sur ce que nous pouvons faire en mer de Chine. Sur la cyber-défense, ça, c'est une priorité que nous avons décidé de porter, France et Singapour. Et nous en avons parlé dès la visite du président Tony Tan, en 2015. Il y a même eu une déclaration commune sur la cyber-sécurité.

Et depuis 2015, il y a eu plusieurs visites, plusieurs délégations, notamment de l'Agence de

cyber-sécurité singapourienne en France, mais aussi d'unités françaises ici, à Singapour. Nous sommes tout à fait déterminés à avoir un plan commun en matière de cyber-défense, parce que c'est par ces technologies que nous pouvons mieux nous défendre, et comme je le disais, c'est souvent par les technologies que l'on peut être attaqué, ce qui suppose une coordination très étroite et d'avoir des partenaires de confiance, et c'est le cas.

Enfin, sur la piraterie puisque vous avez évoqué ce sujet, je veux remercier Singapour qui a participé aux efforts de la communauté internationale pour lutter contre la piraterie, notamment au large de la Somalie. D'ailleurs, nous avons atteint nos objectifs parce que la piraterie est aujourd'hui à son niveau le plus bas depuis 2007, et on voit bien quel peut être aussi le danger : pirates, terroristes, de mettre en cause la libre circulation des navires, et donc du commerce.

Ce que veulent faire les terroristes ou ceux qui veulent agir avec des fins criminelles, c'est toucher les lieux les plus sensibles, c'est-à-dire là où il y a le plus de transports de marchandises, et donc les détroits, les sites stratégiques, nous devons donc être tout à fait conscients que nous devons protéger ces espaces-là, non pas parce que ce serait simplement des espaces qui toucheraient une région, mais parce que sont des espaces clefs dans le monde tel que nous le connaissons. Et avec cette circulation très importante par la voie maritime des marchandises, par notamment la containerisation, aussi, le terrorisme, ce n'est pas simplement s'attaquer aux personnes, c'est déjà une menace insuffisante, c'est s'attaquer aux rouages même de l'économie mondiale, de bloquer le système. Voilà pourquoi nous devons agir avec tous les moyens que la technologie nous offre.

Q - Pouvons-nous peut-être poser une question en deux parties afin que chacun puisse prendre la parole. Merci beaucoup Monsieur le Président. Je suis Mme Chan Heng Chee, et je suis ambassadrice au ministère des affaires étrangères. J'ai une autre casquette, je préside le centre pour les villes innovantes. J'ai une question sensible à vous poser en cette capacité, mais finalement, ma question n'est peut-être pas aussi sensible qu'il y paraît.

Monsieur le Président, vous avez couvert de nombreux sujets, et vous nous avez fait part de vos préoccupations nombreuses, mais je crois que les préoccupations concernent principalement l'Europe, ce qui comprend le terrorisme, la France, le Brexit, et, bien entendu, vous observez, vous aussi, les États-Unis. Ma question est donc la suivante : où se trouve l'ASEAN dans la stratégie française ? Comment est placée l'ASEAN dans la stratégie française ? Si vous n'avez pas de deuxième partie, Monsieur, dans ce cas, je vais poursuivre, parce que, j'essayais d'être ouverte.

Deuxième partie de ma question, quelle serait, selon vous, la contribution de la France à l'architecture régionale de l'Asie, contribution de la France à l'architecture asiatique ?

Q - J'ai une question qui s'adresse à vous directement Monsieur le Président. Vous arrivez à la fin de votre mandat, je voulais savoir si contrairement à votre prédécesseur, vos prédécesseurs, vous allez utiliser le temps de votre retraite pour le mettre au profit finalement de la cohésion du monde. Vous parliez de la montée des nationalismes, peut-être au moins des protectionnismes, ça, c'est un fait, je viens de Metz, en France, mon grand-père était un «Malgré-Nous». «Malgré-Nous», pour la traductrice, c'étaient des Alsaciens qui se sont battus

pour les Allemands alors qu'ils étaient Français. Je me sens vraiment concerné par cette montée, peut-être pas encore des nationalismes, mais au moins des protectionnismes. Je voulais savoir si vous allez utiliser le temps de votre retraite pour mettre à profit votre expérience, et finalement, plutôt que de servir à des intérêts privés, peut-être comme votre prédécesseur, vous allez finalement l'utiliser à bon escient, et peut-être, vous avez compris la question, finalement, aider cette cohésion du monde.

R - Merci d'avoir posé une excellente dernière question. Je terminerai par la question française pour d'abord traiter de la question de la place de l'ASEAN dans la stratégie européenne et la démarche française. L'ASEAN a pris sa place depuis près de 50 ans, elle représente une force économique. Elle manque encore d'intégration politique, elle manque de coordination des politiques en matière de croissance et de développement, mais ce qu'elle représente peut-être pour l'Europe c'est la force d'un partenariat stratégique, je l'évoquais, c'est-à-dire qu'en même temps que l'Europe signe des accords commerciaux, il pourrait y avoir entre l'Europe et l'ASEAN un accord de partenariat qui fixerait des principes politiques, qui déterminerait des objectifs en commun, et qui permettrait à tous les pays de savoir dans quel contexte ils envisagent de travailler.

C'est pour cela que j'ai voulu au cours de mon mandat aller dans plusieurs pays de l'ASEAN et de finir justement par Singapour, l'Indonésie et la Malaisie. La France a toujours eu une stratégie asiatique, d'abord parce que l'Histoire a voulu que nous soyons présents dans cette partie du monde, ensuite, parce que nous avons une communauté française qui y est largement déployée, et enfin, parce que nos entreprises ont parfaitement compris quelle était la possibilité et la capacité de développement de cette région.

En revanche, nous ne lui avons pas donné forcément un caractère politique. Or, le moment est venu de passer à cette dimension-là, qui n'est pas simplement celle de l'économie ou de la culture, mais véritablement de partage d'intérêts communs et nous en avons. Nous avons aussi le souci d'une indépendance, d'une forme de capacité à déterminer nous-mêmes notre destin. Alors je souhaite qu'il puisse y avoir, au-delà même de ce que fera la France, dans les prochaines années, une possibilité de partenariat entre ces deux ensembles régionaux.

Sur la dernière question qui m'a été posée, d'abord, je n'ai pas terminé mon mandat, j'ai encore à faire pour éviter que le populisme, le nationalisme, l'extrémisme puissent l'emporter, y compris dans mon propre pays. Mais ce n'est pas une mission qui est celle simplement du président de la République, c'est une affaire de citoyens, une affaire de responsables qui, à un moment ou un autre, doivent élever la voix. Pour ce qui me concerne, je continuerai à parler autant que nécessaire et à faire en sorte que ce que j'ai fait comme président puisse avoir une suite et qu'il y ait une portée à ce que j'ai engagé en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, et bien sûr en Europe.

Je ne pense pas que l'on puisse juger une présidence simplement pour le temps qu'elle agit. On sait ce qu'elle a pu avoir comme conséquences bien après, mais pour que l'on puisse vraiment le savoir, je veillerai à en parler directement, et autant que nécessaire, parce que je pense que c'est mieux que je le fasse moi-même que d'autres le fassent à ma place. Par ailleurs, pour les activités privées, je n'en avais pas avant, je n'en ai pas eu pendant, je vous l'assure, et je n'en aurai pas après, voilà./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)